



Revue de presse du 15 au 31 décembre 2021

Liens agriculture - alimentation - biodiversité

Articles disponibles à la demande

Ecouter

2021-12-03 Blast

Affronter le chaos qui vient : mode d'emploi

Comment s'organiser avec nos contraintes pour avoir le meilleur des mondes possibles ? Arthur Keller, propose face au chaos qui vient, multiplication des catastrophes naturelles, raréfaction des ressources, pénuries et dislocation sociale, une méthode. Pour l'expert : "Notre système va basculer comme un iceberg", il faut donc s'y préparer au mieux aujourd'hui. Et cela passe par réparer le concept de résilience et construire un nouveau système. Entretien de Paloma Moritz avec Arthur Keller, expert des risques systémiques, des vulnérabilités des sociétés modernes et des stratégies de résilience collective et de durabilité, auteur, conférencier, formateur et consultant. Il forme des élus à la résilience territoriale, conseille des agences publiques sur les stratégies de résilience, est à l'origine de nombreuses propositions en la matière, et enseigne dans plusieurs écoles d'ingénieurs. Il travaille aussi sur la façon dont on peut utiliser les récits pour mobiliser et transformer nos sociétés.

Actualité

2021-12-16 Le Progrès

Tarare Les élus défavorables au projet éolien des monts d'Éole

Lors du conseil municipal de ce lundi 13 décembre, les élus tarariens ont adopté à l'unanimité une délibération pour se prononcer en défaveur du projet éolien attendu entre Rhône et Loire d'ici à 2024. Explications. Par V. H

2021-12-16 Le Progrès

Pour réduire son exposition aux pesticides, il faut manger bio mais aussi aérer

Des pesticides interdits en France se retrouvent toujours dans nos organismes, selon une étude publiée ce jeudi par Santé publique France, qui recommande de varier son alimentation, d'y intégrer des aliments biologiques et d'aérer son logement.

2021-12-17 Le Progrès

Caluire-et-Cuire Ferme urbaine : « Les écologistes n'ont pas le monopole de l'environnement »

Malgré quelques réticences de l'opposition municipale quant à l'élaboration formelle du projet, la perspective d'une ferme urbaine expérimentale à la Terre des Lièvres fait l'unanimité. Bastien Joint, 27 ans, est conseiller municipal délégué au projet. Par De notre correspondante, Sylvie SILVESTRE

Extrait: Pour prouver l'efficience des fermes urbaines, il cite Mouans-Sartoux (Alpes-Maritimes) qui a sanctuarisé des terres il y a quinze ans et produit aujourd'hui en 100 % bio et en budget constant 85 % des besoins des cantines de 3 groupes scolaires. « Parmi les villes de notre importance, notre projet est pionnier: nous sommes très attendus... » Sa motivation est profonde: « L'autonomie alimentaire des 100 plus grandes aires urbaines de France avoisine 2 %, elle atteint 5 % dans la métropole de Lyon. Aujourd'hui, 95 % de la production agricole de son territoire est destinée à l'exportation! Nous pourrions imaginer d'en réorienter une partie pour la consommation locale, même si le besoin de diversité imposera toujours d'importer des produits », conclut Bastien Joint.

Le mode de gestion de la ferme, en régie agricole ou sous forme d'établissement public, reste à définir. Quel qu'il soit, il préservera la qualité des produits en offrant un circuit extra-court de la terre à la future cuisine centrale, distante de quelques centaines de mètres seulement. L'équipement actuel fournit 2300 repas par jour ; ce serait 4300 quand le lycée tant espéré ouvrira ses portes. Sur le plan environnemental, l'évapotranspiration des champs rafraîchira légèrement cette zone, actuellement plus chaude qu'ailleurs dans la commune. L'agroforesterie, qui fait cohabiter verger et maraîchage sur la même parcelle, contribue à séquestrer du carbone.

Rappel sur la terre des lièvres : **en 2019** :le Collectif "Sauvons la Terre des Lièvres" avait engagé un recours en Commission nationale contre la décision départementale d'installer une jardinerie Truffauf de grand format. Voir plus loin

2021-12-18 Le Progrès

Environnement Comment décarboner les transports du quotidien ?

L'Institut Montaigne a publié un rapport jeudi qui s'intéresse à la décarbonation des transports et expose plusieurs propositions concrètes pour y parvenir. Par C.Ar

extrait :« Depuis plus de vingt ans, le transport est l'activité qui contribue le plus aux émissions de GES de la France, à hauteur de 31 % des émissions totales du pays », pose d'entrée un rapport publié par l'Institut Montaigne jeudi, intitulé <u>« Transports du quotidien : en route vers le sans carbone ! »</u>. /.../ Sans surprise, le vélo, les véhicules électriques et les transports collectifs sont au cœur propositions de l'Institut Montaigne. Le rapport insiste sur la nécessité des voies réservées. Développer la construction et l'aménagement de pistes cyclables sécurisées, mais aussi mettre en place des voies réservées au covoiturage et aux transports collectifs (bus ou navettes), sur les autoroutes par exemple

2021-12-19 Le Progrès

Chazay-d'Azergues Sécurisation des bords de l'Azergues : la voie est libre

La dernière opération, pour 2021 d'entretien des bords de l'Azergues vient d'avoir lieu au lieu-dit de Gage afin de sécuriser les promeneurs et joggeurs sur le sentier qui longe le cours d'eau, rive gauchePar De notre correspondant Gilbert BLANCHON

2021-12-21 Le Progrès

Inventorier, réhabiliter ou créer des mares

France Nature Environnement (FNE) porte un formidable projet qui implique tout un chacun, et ce en partenariat avec le Département et deux agences de l'eau. Le but ? Réaliser l'inventaire, la protection, l'entretien ou la création des mares dans le but de préserver toute la biodiversité. De notre correspondant(e) Eliane COGNARD

2021-12-22 Le Progrès

Caluire-et-Cuire Le collectif Sauvons la Terre des Lièvres explique sa détermination

Le collectif a pris conseil auprès de l'association En Toute Franchise pour les questions juridiques lors du recours contre l'installation de Truffaut auprès de la Commission nationale d'aménagement commercial (CNAC), car nous déplorons et continuons à dénoncer l'artificialisation des parcelles cédées à Truffaut. Cette association a effectivement souhaité poursuivre sa procédure de recours jusqu'au Conseil d'État. A aucun moment « nuire à la municipalité en place » n'a été évoqué. La défense de la Terre des Lièvres pour rester en terre agricole est notre unique objectif. Il rejoint le vœu de la Métropole de maintenir plus d'espaces agricoles à proximité des communes et participe à la défense des petits commerces de proximité. Enfin, il correspond à notre souci de conserver notre planète dans le meilleur état possible pour les générations à venir. »

2021-12-22 Le Progrès

<u>Eau potable : la Ville met ses biens à disposition de la COR</u>

le 1er janvier 2020, la communauté d'agglomération de l'Ouest rhodanien (COR) a récupéré la compétence eau potable de ses communes. Les élus de tarare ont voté le transfert. Le barrage de Joux et la station du Mouillatout passe à la COR

2021-12-22 Actu-environnement

Continuité écologique des cours d'eau : la Commission donne ses orientations

Dans le cadre de sa <u>stratégie sur la biodiversité</u> à horizon 2030, dévoilée en mai 2020, la Commission européenne s'est fixé l'objectif de rendre libre de tout obstacle 25 000 km de rivières. Son idée est de supprimer les entraves à la circulation de l'eau et des espèces et de restaurer les plaines inondables et les zones humides pour atteindre les objectifs des directives Eau, Oiseaux et Habitat.

2021-12-22 Le Progrès

Safer : la vente d'un terrain sur le territoire de la commune fait débat

La société d'aménagement foncier et d'établissement rural Auvergne Rhône-Alpes (Safer) a mis en vente une parcelle de 2 hectares située sur la commune de Lentilly au lieu-dit Cruzols au prix de 25 000 €. Par De notre correspondant local, Jacques LASCOUTOUNAX

La mairie s'est positionnée en présentant un dossier, elle a pour projet l'acquisition du terrain et l'installation d'un maraîcher bio. Une décision qui depuis le départ fait débat. Les agriculteurs locaux souhaiteraient récupérer ce terrain

2021-12-23 Le Pays

AGRICULTURE

Selon le dernier rencensement agricole, le Rhône (4.527 fermes en 2020 contre 5.948 en 2010, - 24 %), a vu « la part de ses exploitations en agriculture biologique passer de 3 à 14 % en 10 ans » et est « le premier département d'Auvergne Rhône-Alpes pour la vente en circuit court », se réjouit la Chambre d'agriculture.

Une trentaine de salariés sur la plateforme logistique des olmes

Outre leur site de Messimy qui abrite le siège social les Laboratoires Boiron (514 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2020) exploitent une plateforme logistique sur la zone d'activités Actival, aux Olmes. Mise en service fin 2018, elle offre 18.000 m dédiés au stockage de produits et à la préparation desb commandes pour la France et le monde.

Aujourd'hui, près d'une trentaine de salariés travaillent sur ce site où l'entreprise a investi 20 millions d'euros. Un système automatisé de préparation des commandes orchestre notamment les allers et venues d'une trentaine de robots qui se déplacent sur 5.000 m . Quant aux autotests Covid ils sont essentiellement vendus en France mais aussi en Belgique, en Pologne, en Tchéquie, en Italie,...

CHÉNELETTE L'occasion de faire le point sur la Politique agricole commune

De nombreux échanges ont eu lieu lors de l'inauguration de la ferme de Marc-Antoine Boucaud

L'exploitation familiale de Marc-Antoine Boucaud est spécialisée dans le production de lait. « Nous essayons d'organiser ce type d'événement trois fois dans l'année à l'échelle du département », a expliqué Baptiste Dumoulin, président des Jeunes agriculteurs du canton de Lamure/Monsols/Beaujeu à l'origine de cette inauguration symbolique.

TRA-C industrie sur le front avec Nexter

Le groupe français d'armement Nexter a inauguré au début du mois, sur son site de Roanne, un nouvel outil d'assemblage des métaux mis au point par le leader européen de la technologie. L'affaire était engagée depuis plus d'un an mais compte tenu du secteur dans lequel elle se développe, il était impossible pour TRA-C industrie et son président-directeur général, Bruno Voland, d'en parler avant son client. Aujourd'hui que Nexter a officialisé la mise en route d'une machine de soudage par friction malaxage sur son site de Roanne, son partenaire industriel peut s'exprimer. Rodolphe Montagnier

Extrait : Alors qu'elle fête ses 20 ans cette année, la PME de la ZAC des Olmes à Vindry-sur-Turdine est devenue leader européen de cette technologie appelée (FSW) en anglais. friction stir welding. Schématiquement, cela consiste à souder deux pièces métalliques sans faire entrer le métal en fusion, sans apport de métal, ni déformation. La soudure est réalisée grâce à un outil rotatif avançant le long de la ligne de soudure qui ramollit et malaxe la matière à froid. Les basses températures résultant de cette méthode limitent les contraintes mécaniques sur les matériaux et les structures et permettent d'assembler des métaux différents, impossibles à souder autrement.

2021-12-27 Actu-environnement

<u>Déclin des insectes</u> : l'Opecst pointe le rôle déterminant des pesticides

L'office chargé d'éclairer scientifiquement le Parlement souligne le rôle primordial de l'agriculture intensive parmi les causes du déclin des insectes. Il pointe la mauvaise évaluation des risques des pesticides avant leur mise sur le marché.

Extrait : L'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (Opecst) n'a pas la réputation d'être un repaire d'écologistes. La publication, le 9 décembre dernier, d'une <u>note scientifique</u> sur le déclin des insectes, réalisée par la sénatrice centriste Annick Jacquemet, est d'autant plus remarquée. Elle met en avant plusieurs causes (pertes d'habitats, pollution, réchauffement climatique, espèces exotiques envahissantes, etc.) à <u>ce déclin</u> qui fait maintenant l'objet d'un <u>consensus scientifique</u>. Mais elle pointe l'agriculture intensive comme cause principale. « L'agriculture apparaît comme l'un des moteurs principaux du déclin des insectes, notamment à cause de l'usage excessif de pesticides », conclut en effet la sénatrice du Doubs, vétérinaire de profession.

2021-12-27 Le Monde

« Le nouveau plan "pollinisateurs" oublie l'essentiel : les pesticides »

<u>Tribune</u> Bertrand Schatz Directeur du Groupement de recherche Pollinéco Malgré quelques avancées notables, notamment dans la volonté de mieux connaître les pollinisateurs, le nouveau plan visant à les protéger ne contient aucun objectif chiffré de réduction ni d'arrêt d'usage des pesticides, ni de la recherche de solution alternative, s'indigne dans une tribune au « Monde » un collectif de chercheurs réunis au sein du groupement de recherche Pollinéco.

2021-12-27 Basta

Une forêt coopérative comme « épargne locale et écologique »

Préservation Six amis ont décidé de créer un groupement forestier pour acheter des parcelles dans le Vercors et les préserver, tout en dégageant quelques bénéfices. L'initiative s'ouvre depuis à de nouveaux associés et séduit des citoyens sensibles à l'écologie. Reportage. par <u>Florian Espalieu (L'âge de faire)</u>

2021-12-30 Le pays

Durable - lutte contre l'artificialisation des sols

1.000 euros pour Savigny, 8.100 pour Saint-Martin-en-Haut, 77.400 pour Vindry-surTurdine, 115.080 pour Tarare, le ministère du Développement durable a révélé les montants que les communes vont recevoir dans le cadre de la relance de la construction durable de logements et la lutte contre l'artificialisation des sols.

La politique cyclable de la CCPA dans la roue de celle de l'Arbresle

La Communauté de communes du Pays de L'Arbresle (CCPA) va réaliser des aménagements pour que les cyclistes circulent et stationnent en toute sécurité.

ALIMENTATION Premier département d'Auvergne RhôneAlpes pour la vente directe de ses produits agricoles Le Rhône en mode courts circuits

Le ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation Julien Denormandie a dévoilé les premiers résultats du recensement général agricole qui met en exergue la particularité rhodanienne. Réalisé une fois tous les dix ans, le recensement général agricole a permis de mettre en avant la bonne santé de la vente directe dans le Rhône au cours de la dernière décennie. Le département est en effet le premier de la région Auvergne Rhône-Alpes en ce domaine.

Eau : assainissement : une hausse de 5 % sur la facture d'eau

UNIFORMISATION des tarifs. C'est l'une des conséquences de la naissance de la Communauté de l'Ouest rhodanien à partir de la fusion des Pays de Tarare, d'Amplepuis-Thizy et de la Haute Vallée d'Azergues en 2014 : l'uniformisation des redevances, et notamment celle de l'assainissement collectif, l'un des postes les plus importants du budget communautaire. Tout devra être lissé d'ici 2024 pour obtenir un tarif unique de 2,973 euros le m et « permettre un programme d'investissement de 2 millions d'euros par », a indiqué Syvlie Martinez, vice-présidente de la COR en charge du dossier. Ainsi les 50.000 habitants de l'agglo verront leur facture 2022 augmenter de 5 % en moyenne pour 120 m .

Scierie « Des terrasses, des carrés de potager, des maisons à insectes »

Chez Lion à Combre ou Junet à Saint-Romain-de-Popey, on a fait jouer la réactivité. « Proches de la ressource forestière, elles se sont imposées comme un vrai relais d'expertise », indique Maurice Chalayer, président de l'Observatoire du métier de la scierie. Entre Loire et Rhône, comme ici chez Lion à Combre, le chiffre d'affaires des scieries de services a connu une progression de 10 à 15 %. L.D.

Extrait : Mme Guette qui estime la progression du chiffre d'affaires (1,7 million d'euros en 2020) entre 10 et 15 %. Une hausse comparable à celle enregistrée à la scierie Junet à Saint-Romain-dePopey, l'activité historique d'une entreprise familiale diversifiée dans le bricolage, la cuisine et le carrelage. « Notre scierie à façon nous a surtout servis à dépanner nos clients historiques, charpentiers et maçons, en complément de notre activité négoce de bois », indique Maxime Junet. Si la scierie Junet emploie trois personnes sur les 55 de l'effectif total pour un chiffre d'affaires de 400.000 euros annuels, la famille réfléchit à l'avenir. « Pour l'instant, l'investissement de l'ordre d'1,5 million d'euros pour développer la scierie est trop lourd, d'autant que nous travaillons en confiance avec des scieurs du Beaujolais et du Jura », dit Maxime Junet.

Tarare, « une épargne très limitée et des taux d'imposition supérieurs »

La situation financière particulière de la Cité du voile s'explique par sa position de centralité au sein de la COR, indique son vice-président aux Finances. L.D.

2021-12-30 Reporterre

PAC : la France a raté l'occasion de soutenir l'agriculture écologique

C'est fait : la France a déposé sa déclinaison locale des objectifs de la politique agricole commune. Aides environnementales insuffisantes, néopaysans peu soutenus... « Une PAC de la continuité », résume un paysan.

De nouvelles règles du jeu qui ne changeront pas la donne, estime la plateforme <u>Pour une autre PAC</u>, coalition d'ONG et de syndicats paysans. Elles n'apporteront « aucune amélioration de l'impact de l'agriculture sur le climat, la gestion des ressources naturelles ou la biodiversité », dénonçait le président de la coalition, Mathieu Courgeau, dans une <u>lettre ouverte à Jean Castex</u> publiée par La Tribune en novembre.

Pour le prouver, il brandissait deux avis d'instances très sérieuses :

- Un <u>rapport de la Cour des comptes</u>, paru en octobre, expliquait que les règles actuelles avaient abouti à concentrer les aides environnementales sur une toute petite partie (9 %) des terres agricoles. Insuffisant pour rendre l'agriculture plus écolo selon la Cour. Elle invitait à ne pas « reproduire les écueils » dans la nouvelle mouture. Et demandait aussi des critères environnementaux « ambitieux » pour l'attribution des subventions.
- L'avis de l'Autorité environnementale, aussi publié en octobre. Elle remarquait que le gouvernement n'avait pas saisi l'occasion de « renforcer les aides conditionnées à des pratiques plus favorables à l'environnement ». Autre regret de l'autorité : une « conviction » que la trajectoire choisie ne permet pas de remplir les engagements en terme de climat, biodiversité et qualité de l'eau de la France.

Las : deux mois après ces alertes, le gouvernement n'a pas rectifié le tir. « C'est une PAC de la continuité, le ministre l'a dit lui-même, constate Mathieu Courgeau

2021-12-30 Reporterre

La lutte paye : plus de 20 victoires sur le front écolo

Les luttes écologistes remportent des victoires. Abandon de projets d'Amazon, de Decathlon, fin des pesticides dans les zones Natura 2000... tour d'horizon des bonnes nouvelles de cet automne.

Extrait : Je lui ai dit... laisse béton. Il n'y aura pas d'entrepôt logistique à Sarcey (Rhône). Le <u>tribunal administratif de Lyon</u> a annulé le 12 octobre son autorisation environnementale

2021-12-30 Actu-environnement

On-Farm Experimentation: quand chercheurs et agriculteurs collaborent pour la science

La recherche doit-elle forcément s'affranchir des aléas du terrain pour rester objective ? Selon de nombreux chercheurs agronomes à travers le monde, dont ceux de l'<u>Institut national de recherche agronomique</u> (Inrae), la réponse est non. Des scientifiques de huit pays, dont la France, partagent cette idée et ont publié <u>un article</u> dans la revue *Nature Food* détaillant les bénéfices d'un nouveau modèle d'expérimentations à la ferme – ou « *On-Farm Experimentation* » (OFE). Ils constatent que cette approche existe dans différents pays du monde – et implique environ 30 000 exploitations agricoles – sans jamais avoir été « formalisée ou systématisée institutionnellement ». Ils appellent ainsi à l'encadrer pour « accélérer la création de connaissances locales et appliquées » au service des « transitions agroécologique et digitale ».